

LAND BACK



ACTUALITÉ DES LUTTES ANTICOLONIALES EN TERRITOIRE GITXSAN

Janvier 2025 - Tio'tia:ke - Mooniyang - Montréal

LE PRGT, C'EST QUOI?

UN NOUVEAU PROJET DE PIPELINE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE. LES PEUPLES GITXSAN ET LES GITANYOW LUTTENT ACTIVEMENT POUR PROTÉGER LEURS TERRITOIRES ANCESTRAUX.

Les gouvernements des soi-disant Canada et Colombie-Britannique tentent d'imposer la construction d'un pipeline, le **Prince Rupert Gas Transmission (PRGT)**, sur les **territoires ancestraux** de plusieurs nations autochtones du nord de la province, dont la nation **Gitxsan**. La nation est composée de 64 « wilps » (ou maisons) qui sont les unités de base de l'organisation communautaire, lesquels se regroupent ensuite en « huwilps ». Parmi les peuples Gitxsan, le huwilp **Gitanyow** se mobilise fortement contre le PRGT.

Malgré tout, le permis environnemental, vieux de dix ans, était valide jusqu'au 25 novembre dernier, aux yeux des autorités coloniales. Il a permis à la compagnie de commencer récemment les travaux,

même si l'ensemble du projet et le contexte ne sont plus les mêmes. Les autorités coloniales décideront d'ici avril ou mai 2025 si le permis environnemental est renouvelé tel quel, ou s'il doit passer à nouveau le processus d'évaluation environnemental.

10 ANS DE RÉSISTANCE CONTRE LE PRGT

Les Gitxsan et les Gitanyow luttent actuellement pour l'abolition de l'ensemble du projet. Ces communautés, voisines des Wet'suwet'en, poursuivent des **contestations légales**, des blocages et des **campements**.

Dès l'annonce du projet PRGT en 2014, les membres de Luutkudziiwus, une communauté Gitxsan, créent le **campement Madii Lii** pour s'opposer à la construction du pipeline, dont 35 km traversent leurs terres. Plus de 200 personnes de la nation Nisga'a établissent également un blocage qui tiendra plusieurs heures, avant d'être démantelé par la police.

Plus récemment, depuis le 21 août 2024, les Gitanyow ont amorcé un nouveau blocage d'une route d'accès au chantier. Le 22 août, les chefs héréditaires ont brûlé des copies d'un accord signé en 2015 avec TC Energy, l'ancien propriétaire du PRGT, afin de manifester symboliquement leur désistement.

Depuis le 15 octobre dernier, les Gitanyow lancent parallèlement une campagne de **contestation juridique** contre le projet de terminal Ksi Lisims. Leur recours judiciaire, à la Cour suprême de Colombie-Britannique concerne le saumon de la rivière Nass qui est menacé par la pollution engendrée par le terminal de gaz naturel. En effet, cette infrastructure est prévue à l'île Pearse, à l'embouchure de la rivière Nass, lieu qui sert d'habitat aux saumons lors de leur migration. Le saumon de la rivière Nass étant essentiel à l'alimentation et à la survie du peuple Gitanyow, celui-ci exige de faire partie des consultations du projet Ksi Lisims. Le Skeena Watershed Conservation Coalition, le Kispiox Valley Community Centre Association et la communauté Gitxsan Kispiox poursuivent également le BC Energy Regulator (BCER) pour **négligence** dans l'**étude d'impacts environnementaux** et la **consultation des populations affectées** par l'ensemble du projet industriel.

Le gouvernement bafoue son propre droit en ne prenant pas en compte les préoccupations des habitant·e·s et leurs libertés fondamentales :

« In bypassing the permit requirement to assess the cumulative effects of the Prince Rupert Gas Transmission pipeline, the BC Energy Regulator is demonstrating a dangerous disregard for both the rule of law and the well-being of our communities. »

-Kolin Sutherland Wilson, chef conseiller du conseil de bande de Kispiox, de la nation Gitxsan

Plusieurs appels ont aussi été lancés pour des **actions de solidarité** et de **sensibilisation**. Déjà, d'un bout à l'autre du soi-disant Canada, différents groupes militants se mobilisent pour soutenir les gardien·nes du territoire de la Colombie-Britannique. Le projet est vulnérable, puisque le chantier a à peine commencé et subit de fortes oppositions. En 2020, le puissant mouvement Shut Down Canada s'est levé partout au pays contre le pipeline Coastal Gaz Link en territoire Wet'suwet'en. Cinq ans plus tard, la lutte contre l'extractivisme colonial et écocide continue. **Solidarité avec les Gitxsan et les Gitanyow !**



Au kilomètre 15 sur la route forestière de Suskwa (2014)

POURQUOI SOUTENIR LES LUTTES AUTOCHTONES ANTICOLONIALES ?

Adapté du document "Décoloniser l'action climatique - Une trousse d'outils pour les ONG au soi-disant Canada" Disponible au : <https://shorturl.at/aj84E>

Pour faire face à un système qui semble « tout-puissant », il est toujours bon de savoir ce qui fait trembler les bottines des crapules milliardaires. Ce qui nous mène au premier point :

L'INDUSTRIE DES COMBUSTIBLES FOSSILES CRAINT. AVEC DE BONNES RAISONS. LE POUVOIR DES ALLIANCES VÉRITABLES ENTRE LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LES ENVIRONNEMENTALISTES.

On s'explique : La résistance menée par les Autochtones, avec la solidarité robuste de diverses communautés de colonisateur·trice·s, est précisément ce que craignent les gouvernements coloniaux et l'industrie. En 2009, Tom Flanagan, un universitaire conservateur connu comme étant « l'homme derrière Stephen Harper », a lancé un avertissement à propos d'un potentiel « scénario apocalyptique » pour les industries des combustibles fossiles. si les environmentalistes et les communautés autochtones arrivaient à « faire cause commune et coopérer les uns avec les autres », **car notre mouvement, s'il était coordonné, serait capable de bloquer le développement des ressources à une grande échelle.**


Il va de soi alors que sensibiliser le public, promouvoir le mouvement «Land Back», réclamer des réparations majeures et faire d'autres demandes transformatrices qui apporteront plus d'options aux communautés et soutiendront la pleine expression de la souveraineté autochtone.


« "Land Back" est la demande de restitution légitime des terres colonisées - comme celles du soi-disant Canada - aux peuples Autochtones. Mais lorsque nous disons « Land Back », nous ne demandons pas seulement le sol, ou un morceau de papier qui nous permet de déchirer et de polluer la terre. Nous voulons que le système qu'est la terre soit vivant afin qu'il puisse se perpétuer, et nous perpétuer en tant qu'extension de lui-même. C'est ce que nous voulons retrouver : notre place dans le maintien de la terre vivante et spirituellement connectée. »

Lettre du Land Back editorial collective (sept. 2020)

POUR SUIVRE LES GITANYOW

 [gitanyowchiefs](#)
(Sur Instagram)

 <https://www.gitanyowchiefs.com/>

 **Donations** par virement pour le campement des Gitanyow : landbackcc@gmail.com

Communiqué de presse de la contestation juridique contre Ksi Lisims :

<https://www.gitanyowchiefs.com/news/for-immediate-release-gitanyow-hereditary-chiefs-file-legal-action-on-ksi-lisims-lng-project/>

À PROPOS DE RAGE CLIMATIQUE

Rage Climatique est un groupe parmi ceux-ci qui s'organise de manière égalitaire et horizontale dans une perspective anticapitaliste, anticoloniale, antipatriarcale et antioppressive. En tant qu'organisation anticapitaliste, nous voulons dépasser l'écologie à-plat-ventriste de certaines ONG environnementales et celui tout de façade des grandes entreprises écoblanchissantes qui nous proposent des pailles en carton au lieu de repenser l'organisation de la société.

Vous pouvez nous rejoindre à rageclimatique@riseup.net ou à <https://rageclimatique.org>.

Nous serons heureux·ses que vous joigniez vos efforts aux nôtres !

Vous pouvez également nous suivre sur Instagram et Facebook. Tous nos journaux sont disponibles sur notre site web.



Quatrièmement, un peu de compréhension sur les bases économiques du soi-disant Canada. Durant le début de la colonisation, la Couronne, qui est éventuellement devenue l'État canadien, a déplacé les peuples autochtones de leurs territoires, écrasant toute résistance afin de bâtir un empire basé sur la colonisation des fermiers blancs et l'extraction de ressources naturelles. La richesse économique du soi-disant Canada est profondément enracinée dans l'exploitation et l'appropriation des territoires et ressources autochtones, et elle est légitimée par des fictions juridiques comme le statut de *terra nullius*.

EN EFFET, L'INDUSTRIE DES COMBUSTIBLES FOSSILES AU CANADA EST SEULEMENT POSSIBLE GRÂCE AU VOL DES TERRITOIRES, AU GÉNOCIDÉ, À L'ANNIHILATION CULTURELLE ET À LA VIOLATION CONTINUE DES DROITS ET DE LA SOUVERAINETÉ AUTOCHTONE.

Les gouvernements coloniaux ont mis de nombreuses communautés Autochtones dans une situation impossible, en siphonnant les richesses et en imposant le règne colonial au moyen du système des réserves conçu par l'État, de programmes de «soutien» économique, de l'exploitation des ressources et de structures de gouvernance.

De nombreux·ses défenseur·euse·s des droits à la souveraineté des Autochtones soutiennent que l'approche actuelle des gouvernements coloniaux équivaut à **une forme de «redwashing»** et de **coercion économique**, et par conséquent ne respecte pas les droits des Autochtones au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC).

Alors, pour affronter la crise climatique et transformer ce pays, et éventuellement le monde, il sera nécessaire d'avoir de grands et beaux mouvements composés d'alliances fortes entre les nations autochtones, les communautés autochtones de base, les environnementalistes, les syndicats, et plus encore. **Cependant, les relations requises pour construire de tels mouvements puissants seront impossibles si les colonisateur·trice·s continuent d'endommager et d'affaiblir les relations en perpétuant le colonialisme et s'approprient le pouvoir, les richesses et les territoires de manière disproportionnée.** Plus précisément, les coalitions bâties avec les peuples Autochtones et d'autres communautés touchées risquent moins de reproduire la logique coloniale qui a historiquement mené le mouvement environnementaliste conventionnel.



*Le Mont Thoen
Frontière nord du territoire de
Madii Lii*



Les chefs et leur famille devant le campement à Madii Lii

L'existence des industries extractives soi-disant canadiennes est fondée sur la violation des droits Autochtones. Par conséquent, se battre pour la **souveraineté autochtone** est une stratégie climatique puissante.

Ensuite, il y a un grand contraste avec les actions des États-nations colonisateur·trice·s européen·ne·s sur l'Île de la Tortue, qui en seulement quelques centaines d'années nous ont apporté au bord de l'effondrement écologique et climatique, et les communautés autochtones d'ici et ailleurs sur la Terre Mère, qui ont créé des **relations puissantes, inspirantes et testées par le temps avec les terres et les eaux.**

Au cours de la dernière décennie, la résistance autochtone contre les projets nord-américains de pétrole et de gaz a permis d'éviter presque **1,6 milliard** de tonnes d'émissions annuelles de gaz à effet de serre.

Troisièmement, l'abandon progressif de l'industrie des combustibles fossiles, dans le délai imposé par la crise climatique, est un affront direct à l'autorité coloniale et à la logique capitaliste motivée par le profit.

«Nous ne pouvons pas résoudre la crise climatique avec les mêmes infrastructures et concepts axés sur l'industrie qui ont créé la crise. Ces mêmes systèmes et idées qui nous ont menés à ce point sont incapables de fournir les solutions dont nous avons besoin. Le progrès véritable nécessite que nous fassions la transition vers des approches menées par des Autochtones et une perspective décolonisée, tout en reconnaissant que le savoir et l'intendance autochtones sont cruciaux pour restaurer l'équilibre et atteindre la vraie justice climatique.»

Ces paroles proviennent de Onagoshi-Lila Haymond, paraphrasant sa collègue d'Indigenous Climate Action, Carole Monture.

Les peuples autochtones ont été systématiquement ciblés à maintes reprises par le colonialisme, et peuvent donc clairement percevoir la profonde injustice et la non-durabilité du capitalisme colonial, et son lien avec les changements climatiques. **Ce sont ces communautés, aîné·e·s, défenseur·euse·s des terres et de l'eau qui sont les mieux positionné·e·s pour envisager des alternatives, établir des directions stratégiques et mener les efforts climatiques.**



1. Les ressources de gaz naturel

À l'échelle canadienne, la vaste majorité du gaz naturel destiné à l'exportation provient de la Colombie-Britannique. La production de gaz naturel de la Colombie-Britannique est passée de 3,6 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/d) en 2013, à 6,7 Bcf/d en 2023, alors que la consommation provinciale est de 0,58 Bcf/d. En comparaison, la production de gaz naturel par l'Alberta a plafonné à près de 11 Bcf/d, mais avec une consommation interne de 6,9 Bcf/d, puisque la majorité de l'énergie utilisée pour extraire les sables bitumineux est tirée de ce gaz naturel.

La majorité de la production de gaz naturel de la Colombie-Britannique provient de la formation de Montney, une unité géologique située à cheval entre la Colombie-Britannique et l'Alberta. Cette formation contient la vaste majorité des réserves de gaz naturel britanno-colombiennes : 385 trillions de pieds cubes (Tcf). En y ajoutant la valeur des autres réserves de gaz naturel britanno-colombiennes, la valeur marchande de la ressource (au prix courant de 3,28 \$/Kcf) suggère une valeur totale de plus de 2 174 milliards de dollars. Ces réserves sont considérées non-conventionnelles, c'est-à-dire nécessitant des techniques polluantes comme la fracturation hydraulique pour l'extraire.

Toutefois, sans même prendre en compte les émanations de méthane produites par la fracturation hydraulique nécessaire à son extraction et l'énergie requise pour puiser la ressource, la combustion de ces 685Tcf de gaz naturel produirait l'équivalent de 36 milliards de tonnes métriques de gaz carbonique, l'équivalent de la production mondiale de CO2 pour une année. Ces ressources doivent donc absolument rester dans le sol.

3. Les communautés affectées

Les risques écologiques liés aux pipelines sont transférés aux populations qui dépendent le plus de leur territoire pour leur subsistance, que l'on pense à la pêche, à la chasse ou à la cueillette. En plus de la construction qui implique une perturbation importante pour la faune, la maintenance des pipelines se joue entre une accessibilité permanente en cas d'incident et les coûts de cette accessibilité : déneigement, entretiens des chemins et ponts. Le pipeline est une invasion permanente de territoire non-cédés.

2. Les pipelines

Le pipeline Coast GasLink, dont la mise en opération devrait débuter en 2025, permet déjà d'amener 2,1 Bcf de gaz naturel par jour vers la côte. Avec une augmentation de la pression, il pourra éventuellement atteindre 5 Bcf/d. Même à ce rythme, il faudrait 355 ans pour vider les réserves. Ainsi, le Prince Rupert Gas Transmission est proposé pour ajouter 2 Bcf/d à la capacité de transport de gaz naturel. Ceci est excessivement problématique :

- ★ D'abord, les pipelines sont budgétés sur 50 ans. Ceci veut dire que le financement dépend d'une utilisation continue pendant ces 50 années, et si par exemple les gouvernements interdisaient des pratiques, par exemple la fracturation hydraulique, il devrait compenser les propriétaires du pipeline pour cette perte de revenus.
- ★ Au fur et à mesure que les ressources s'épuisent, les processus extractifs deviennent de plus en plus polluants. En effet, le gaz naturel est d'abord extrait des zones nécessitant le moins d'effort pour l'extraire. Les ressources de gaz naturel sont donc de plus en plus difficilement atteignables, ce qui nécessite des procédés d'extraction plus polluants comme les fracturations hydrauliques.
- ★ Finalement, les pipelines sont des structures rigides sur une écorce terrestre marquée par des avalanches, des glissements de terrain et des inondations. Les ruptures sont très nombreuses et dans la majorité des cas, les assurances des pipelines sont rarement suffisantes pour permettre une réelle décontamination, sans même compter les déversements non-déclarés.

4. Les ports

Le gaz naturel est ensuite apporté dans des terminaux d'exportation, qui permettent ensuite de l'envoyer vers les marchés internationaux. L'usine de Kitimat, appartenant à LNG Canada, principalement possédée par Shell, a coûté près de 40 milliards de dollars à mettre en place. L'usine devrait être mise en opération en 2025, pour exporter 14 millions de tonnes de gaz naturel par année. La construction d'une usine similaire est visée sur l'île Pearse, près de Prince Rupert. Le transport du gaz naturel liquéfié nécessite de le garder à une température -162 degrés celsius. Ce processus est énergivore et en cas de problème, le gaz naturel reprend sa forme gazeuse. Si cela se produit, l'effet sera désastreux, car le gaz naturel est composé à 95 % de méthane, qui a un effet 20 fois plus fort sur l'atmosphère que le CO2.

Méthodologie et références

Cette carte est la combinaison de plusieurs éléments tirés d'autres cartes. Différentes projections sont combinées amenant des incohérences, les éléments sur la carte sont à titre indicatifs. La formation de Montney et les puits associés proviennent de: <https://s.42l.fr/UiXAGEvX>. Les informations sur les pipelines sont tirées des sites webs des entreprises elles-mêmes. Les cartes des territoires autochtones sont tirées de cette carte <https://s.42l.fr/u7WuEgDl>; mais des tracés "officiels" existent, même si en vrai, les communautés ne définissent pas leur territoire à l'aide de frontières précises. La mini-carte a été prise de Wikipedia.

Légende

- Puit de gaz naturel
- Ville, village ou agglomération
- ⚓ Port

